A° 1898.  N°. 10.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING
van den 1n. Juni 1898, No 303,

bepalende de opneming in het Publicatie-blad van het op 24 December 1895 tusschen de Fransche Republiek en Nederland gesloten, ook op de wederzijdsche koloniën toepasselijk, verdrag tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers.

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van den Minister van Koloniën ter afkondiging ontvangen hebbende een exemplaar van het op 24 December 1895 tusschen de Fransche Republiek en Nederland gesloten, ook op de wederzijdsche koloniën toepasselijk verdrag tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers, met de mededeeling dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging te Parijs den 12 Mei 1898 heeft plaats gehad;

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

BARGE.

De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 4n. Juni 1898.

De Gouvernements-Secretaris,
HELLMUND.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume et le Président de la République Française, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas,

M. le Chevalier DE STUERS, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près le Gouvernement de la République Française, etc., etc., etc.,

Et le Président de la République Française,

Son Exellence M. BERTHELOT, Sénateur, Ministre des Affaires étrangères, etc., etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le Gouvernement des Pays Bas et le Gouvernement de la République Françaice s'engagent à se livrer réciproquement, d'après les règles déterminées par les dispositions ci-après, les individus inculpés ou condamnés à raison de l'un des faits ci-après énumérés, commis sur le territoire de l'État requérant.

Les nationaux respectifs sont exceptés de l'extradition. Toutefois s'il s'agit d'une personne qui aurait acquis la nationalité française depuis l'infraction dont elle est inculpée ou pour laquelle elle a été condamnée dans les Pays-Bas, cette circonstance n'empêchera pas la recherche, l'arrestation et l'extradition de cette personne conformément aux stipulations du présent traité.

S'il s'agit d'une personne qui aurait acquis la nationalité néerlandaise depuis l'infraction dont elle est inculpée ou pour laquelle elle a été condamnée en France, cette circonstance n'empêchera pas la poursuite devant la jurisdiction néerlandaise compétente, conformément aux dispositions de l'article 5 du Code pénal des Pays-Bas tant que ces dispositions resteront en vigueur.

Lorsque le fait motivant la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite du même fait commis hors de son territoire, à moins que l'extradition ne soit demandée de ce chef par le Gouvernement d'un pays tiers où le fait a été commis.

Article 2.

Les infractions pour lesquelles il y aura lieu à extradition sont les suivantes :

1o. Assassinat, meurtre, empoisonnement, que ces crimes soient commis contre le Chef de l'Etat, le Souverain, l'Héritier du Trône, ou toute autre personne, pourvu que le crime n'ait pas un caractère politique; parricide, infanticide commis avec préméditation ;

2o. Menace faite, par écrit et sous une condition déterminée, de l'un des attentats suivants :

Violences publiques à forces réunies contre les personnes ou contre les propriétés, viol, attentat à la pudeur, meurtre, sévices graves, incendie ;

3o. Avortement ;

4o. Sévices commis volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

5o. Viol, attentat à la pudeur et attentat aux moeurs punissables dans les deux pays et prévus par les articles 243 à 247, 250 du Code pénal des Pays-Bas et par les articles 331 à 334 du Code pénal français ;

6o. Bigamie ;

7o. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant ;

8o. Enlèvement de mineurs ;

9o. Contrefaçon ou altération de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, entreprise dans le but d'émettre ou de faire émettre ces monnaies, ce papier-monnaie ou ces billets de banque, comme non contrefaits et non altérés ; mise en circulation de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein ;

10o. Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, dans la mesure où les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef ;

11o. Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, lorsque les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; détention ou introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circula-

tion comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçu qu'ils étaient faux ou falsifiés;

12o. Faux serment;

13o. Corruption de fonctionnaires publics dans les cas prévus par l'article 179 du Code pénal français et par les articles 178, 363 et 364 du Code pénal des Pays-Bas;

14o. Concussion et détournement commis par des fonctionnaires publics ou autres personnes chargées d'un service public permanent ou temporaire;

15o. Incendie ou destruction volontaires d'un édifice, incendie et destruction volontaires prévus par les articles 434, 435, 437 du Code pénal français et par les articles 157, 170, 328 et 352 du Code pénal des Pays-Bas;

16o. Pillage, dégât des denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en public à forces réunies;

17o. Destruction, submersion, échouement et perte d'un navire, dans une intention coupable et s'il peut en résulter un danger pour autrui;

18o. Émeute et insubordination des passagers, à bord d'un navire, contre le capitaine, et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

19o. Le fait, commis à dessein, d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

20o. Vol;

21o. Escroquerie;

22o. Abus de blanc-seing;

23o. Détournement;

24o. Banqueroute frauduleuse.

La tentative des infractions prévues ci-dessus et la complicité dans les mêmes infractions donneront également lieu à extradition, lorsqu'elles seront punissables d'après la législation des deux pays.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée tant que l'étranger sera poursuivi dans le pays de refuge pour l'infraction faisant l'objet de la demande d'extradition ou bien si, à raison de cette infraction, il y a été définitivement condamné, acquitté ou renvoyé de la plainte.

L'extradition n'aura pas lieu si, d'après les lois du pays requis, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu rélamé, ou s'il n'a pas encore

été arrété avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis ou y a été condamné pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, la remise ne sera effectuée qu'après que la poursuite sera terminée ou, en cas de condamnation, après que la peine aura été exécutée.

Toutefois, cette disposition ne fera pas obstacle à ce que cet étranger puisse être livré temporairement pour comparaitre devant les tribunaux du pays requérant, sous la condition qu'il sera renvoyé dès que la justice de ce pays aura statué.

Article 5.

L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni jugé contradictoirement pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins d'un consentement spécial donné, dans les conditions de la loi, par le Gouvenement requis.

Sera considéré comme soumis sans réserve à l'application des lois de la nation requérante, à raison d'un fait quelconque antérieur à l'extradition et différent de l'infraction qui a motivé cette mesure, l'individu livré qui aura eu, pendant un mois depuis son élargissement définitif, la faculté de quitter le territoire de cette nation.

Article 6.

Dans le cas où, l'extradition d'un étranger ayant été accordée par l'une des deux Puissances contractantes à l'autre, le Gouvernement d'un pays tiers solliciterait à son tour de celle-ci la remise du même individu, à raison d'un fait autre que celui ayant motivé l'extradition ou non connexe à ce fait, la Puissance ainsi requise ne déférera, s'il y a lieu, à la demande qu'après s'être assuré du consentement de l'Etat qui aura primitivement accordé l'extradition.

Toutefois, cette réserve n'aura pas lieu d'être appliquée lorsque l'individu extradé aura eu, pendant le délai fixé par l'article 5, la faculté de quitter le territoire du pays auquel il a été livré.

Article 7.

Aucune personne ne sera livrée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise

comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Article 8.

Toute demande d'extradition sera adressée au Gouvernement requis, par voie diplomatique, et sera accompagnée, soit d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, même par défaut ou par contumace, notifié, dans ces derniers cas, suivant les formes qui seraient prescrites par la législation du pays requérant, soit d'un acte de procédure criminelle d'une juridiction compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité judiciaire, pourvu que ces derniers actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils sont délivrés et, autant que possible, la date de ce fait.

Les pièces ci-dessus mentionées devront être produites en original ou en expédition authentique.

Le Gouvernement requérant devra produire, en même temps, la copie des textes de lois applicables au fait incriminé et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé.

Article 9.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis pouvant servir à constater l'infraction ainsi que les objets provenant du délit seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'individu réclamé ayant été arrêté, soit pu'il ne puisse y être donné suite, cet individu ayant de nouveau pris la fuite ou étant décédé. Sont réservés toutefois les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient pu acquérir sur lesdits objets.

Article 10.

En attendant la demande d'extradition, l'arrestation provisoire du fugitif pourra être requise, soit par la voie diplomatique, soit, du côté des Pays-Bas, par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire), et du côté de la France, par tout Procureur de la République ou juge d'instruction.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays requis.

Article 11.

L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté si, dans les vingt jours qui suivront celui de l'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente Convention, n'a pas été faite.

Article 12.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique. et il y sera donné suite, en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu. Lorsqu'il y aura urgence, la commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire de l'un des Etats à l'autorité judiciaire de l'autre Etat, mais, dans le cas où elle émanerait de l'autorité judiciaire des Pays-Bas, elle devra être accompagnée d'une traduction française en double exemplaire.

Article 13.

Si, dans une cause pénale, la comparution personelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour, calculés depuis sa résidence, lui seront accordés, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour une inculpation ou condamnation antérieure ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Article 14.

Il est convenu que l'extradition, par voie de transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre partie sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 8, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans une convention conclue entre le pays de transit et le pays requérant, que ce fait n'ait pas un caractère politique et que l'individu livré ne soit pas un national du pays à traverser. Le transit aura lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents du pays qui a autorisé le transit sur son territoire; les frais seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant, soit du transport et du renvoi des detenus à confronter, soit de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction ou de documents.

La même règle est applicable aux frais d'exécution des commissions regatoires, dans le cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables aux colonies, possessions étrangères ou pays protégés des deux Hautes Partiés contractantes, sauf à tenir compte dés lois spéciales en vigueur dans lesdites colonies ou possessions.

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie, possession étrangère ou pays protégé de l'autre Partie pourra aussi être faite directement au Gouver-

wegingen zich daartegen verzetten en onder gehoudenheid van terugzending dier stukken.

Artikel 14.

Er is overeengekomen dat de uitlevering bij wijze van doorvoer, door het gebied van een der contracteerende partijen, van een persoon, uitgeleverd aan de andere, zal worden ingewilligd op eenvoudig vertoon, hetzij van het oorspronkelijk, hetzij van een authentiek afschrift van een der processtukken genoemd in art. 8, mits het feit waarop de uitlevering gegrond is in eene overeenkomst vermeld zij, welke gesloten is tusschen het land, waardoor de doorvoer plaats heeft, en het opeischend land, dit feit geen politiek karakter hebbe en de uitgeleverde persoon geen onderdaan zij van het land van doorvoer. Wat het medegeleide betreft zal de doorvoer plaats hebben met medewerking van beambten van het land dat de doorvoer over zijn gebied heeft toegestaan; de kosten zullen ten laste van het opeischende land zijn.

Artikel 15.

De wederzijdsche Regeeringen doen over en weder afstand van alle aanvrage tot terugbetalen van de kosten van onderhoud, van vervoer en andere die, binnen de grenzen van haar wederzijdsch grondgebied, zouden kunnen voortvloeien uit de uitlevering van beklaagde, in staat van beschuldiging gestelde of veroordeelde personen, evenals van die voortvloeiende hetzij uit het vervoer en de terugzending van aangehoudenen ter confrontatie, hetzij uit de toezending en terugzending van de overtuigingsstukken of van andere bescheiden.

Dezelfde regel is toepasselijk op de kosten van tenuitvoerlegging van rogatoire commissiën, zelfs ingeval een onderzoek door deskundigen is ingesteld, mits dat onderzoek van deskundigen niet meer dan éene dienstvervulling noodig heeft gemaakt.

Ingeval het vervoer over zee verkieslijk mocht worden geacht zal de uit te leveren persoon worden overgebracht naar een haven, welke zal worden aangewezen door den diplomatieken of consulairen agent van den Staat, die de uitlevering heeft aangevraagd, en zal hij op kosten van dien Staat worden ingescheept.

Artikel 16.

De bepalingen van de tegenwoordige overeenkomst zullen toepasselijk zijn op de koloniën en buitenlandsche bezittingen van beide Hooge contracteerende Partijen en op landen, die onder hunne bescherming staan, met inachtneming der bizondere wetten in bedoelde koloniën en bezittingen van kracht.

De aanvraag tot uitlevering van den misdadiger, die de

wijk genomen heeft naar eene kolonie of buitenlandsche bezitting van de andere partij of naar een onder de bescherming van deze laatste staand land, zal ook rechtstreeks kunnen gericht worden tot den Gouverneur of eersten ambtenaar van gezegde kolonie of bezitting door den Gouverneur of eersten ambtenaar van de andere kolonie of bezitting, mits de beide landen gelegen zijn, hetzij in het deel van de wereld gevormd door Azië, Australië en Oost-Afrika, hetzij beiden in Amerika.

Bedoelde gouverneurs of eerste ambtenaren zullen de bevoegdheid hebben om òf de uitlevering toe te staan, òf de aangelegenheid aan hunne Regeering te onderwerpen.

De termijn voor de invrijheidstelling, vastgesteld bij art. 11, zal 60 dagen zijn.

Artikel 17.

In afwijking van het bepaalde bij artikel 8 zal elke persoon, die in de strafinrichtingen van Fransch Guyana een straf ondergaat, welke hem is opgelegd terzake van een der feiten voorzien bij de tegenwoordige overeenkomst, uitgeleverd worden door den gouverneur van Suriname op vertoon van het signalement van die persoon en van een register-extract dat de feiten aangeeft waarop de veroordeeling is gegrond, alsmede den rechter welke die heeft uitgesproken. Dit extract zal, in naam van den Franschen gouverneur, gewaarmerkt worden door het hoofd van de inrichting, waaruit de ontvluchting heeft plaats gehad, en voorzien worden van een officiëel zegel van die inrichting.

Artikel 18.

De tegenwoordige overeenkomst zal in werking treden vier maanden na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Te rekenen van hare inwerkingtreding zullen de overeenkomsten van 7 November 1844, van 2 Augustus 1860 en van 3 Augustus 1860 ophouden van kracht te zijn.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen zoo spoedig mogelijk te Parijs worden uitgewisseld.

Ieder der contracteerende Partijen zal ten allen tijde die overeenkomst kunnen doen eindigen, door zes maanden van te voren van haar voornemen kennis te geven aan de andere partij.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben onderteekend en die van hunne zegels voorzien.

Gedaan, in dubbel, te Parijs den 24sten December 1895.

(*L. S.*) DE STUERS.
(*L. S.*) BERTHELOT.

neur ou fonctionnaire principal de ladite colonie ou possession par le Gouverneur ou fonctionnaire principal de l'autre colonie ou possession, pourvu que les deux pays soient situés, l'un et l'autre, soit dans la partie du monde comprenant l'Asie, l'Australie et l'Afrique orientale, soit tous deux en Amerique.

Lesdits Gouverneurs ou premiers fonctionnaires auront la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur Gouvernement.

Le délai pour la mise en liberté visé à l'article 11 sera de soixante jours.

Article 17.

Par dérogation à l'article 8, tout individu, subissant dans les établissement pénitentiaires de la Guyane française une peine encourue pour un des faits prévus dans la présente Convention, sera extradé par le Gouverneur de Surinam sur la production du signalement de l'individu et de l'extrait matriculaire, qui indiquera les faits ayant motivé la condamnation ainsi que la juridiction qui l'aura prononcée. Cet extrait sera certifié au nom du Gouverneur français, par le chef de l'établissement d'où l'évasion aura eu lieu, et revêtu d'un timbre officiel de l'établissement.

Article 18.

La présente Convention entrera en vigueur quatre mois après l'échange des ratifications. A partir de sa mise à exécution, les Conventions du 7 novembre 1844, du 2 août 1860 et du 3 août 1860 cesseront d'être en vigueur.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Chacune des Parties contractantes pourra, en tout temps, mettre fin à la Convention en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Paris, le 24 décembre 1895.

(*L. S.*) A. DE STUERS

(*L. S.*) M. BERTHELOT.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst-Derzelver naam, Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk, en de President der Fransche Republiek, in gemeen overleg besloten hebbende om een nieuwe overeenkomst te sluiten tot het uitleveren van misdadigers,

hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden,

Ridder DE STEURS, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bij de Regeering van de Fransche Republiek enz., enz., enz., en

De President der Fransche Republiek,

Zijne Excellentie den heer BERTHELOT, lid van den Senaat, Minister van Buitenlandsche Zaken enz., enz., enz.,

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

Artikel 1.

De Regeering der Nederlanden en de Regeering der Fransche Republiek verbinden zich, volgens de voorschriften bij de volgende artikelen vastgesteld, wederkeerig aan elkander uit te leveren de personen schuldig of veroordeeld ter zake van een der feiten hieronder vermeld, gepleegd op het grondgebied van den opeischenden Staat.

Van weerszijden worden eigen onderdanen niet uitgeleverd. Indien het nochtans een persoon geldt, die den staat van Franschman heeft verkregen sedert het plegen van het strafbaar feit waarvan hij wordt beschuldigd of ter zake waarvan hij is veroordeeld in Nederland, zal deze omstandigheid het opsporen, het aanhouden en het uitleveren van die persoon overeenkomstig de bepalingen van dit vedrag niet beletten.

Indien het een persoon geldt, die zijn Nederlanderschap heeft verkregen sedert het plegen van het strafbaar feit waarvan hij wordt beschuldigd of ter zake waarvan hij is veroordeeld in Frankrijk, zal deze omstandigheid niet beletten de vervolging voor den bevoegden Nederlandschen rechter, overeenkomstig de bepalingen van art. 5 van het Nederlandsche

Wetboek van Strafrecht, zoolang deze bepalingen van kracht zullen blijven.

Indien het feit, op grond waarvan de aanvraag tot uitlevering wordt gedaan, is gepleegd buiten het grondgebied van den opeischenden Staat, zal er aan die aanvraag gevolg gegeven worden, indien de wet van het land, waaraan de aanvraag wordt gedaan vervolging toelaat van zoodanig feit, gepleegd buiten zijn grondgebied, tenzij de uitlevering gevraagd zij op grond van dat feit, door de Regeering van een derde land, waar het feit gepleegd is.

Artikel 2.

De strafbare feiten, ter zake waarvan uitlevering zal kunnen worden gevraagd, zijn de volgende:

1o. Moord, doodslag, vergiftiging, hetzij deze misdrijven zijn bedreven tegen het Hoofd van den Staat, den Souverein, den Troonsopvolger of tegen elk ander persoon, mits het misdrijf geen politiek karakter hebbe; vadermoord, kindermoord gepleegd met voorbedachten rade;

2o. Bedreiging, schriftelijk en onder eene bepaalde voorwaarde gedaan, met een van de volgende strafbare feiten:

Geweldplegingen in het openbaar, met vereende krachten, tegen personen of goederen, verkrachting, feitelijke aanranding van de eerbaarheid, doodslag, zware mishandeling, brandstichting;

3o. Het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw;

4o. Mishandeling met opzet gepleegd, hetzij met voorbedachten rade, hetzij dat die ten gevolge heeft: een lichamelijk gebrek of een voortdurende ongeschiktheid om persoonlijken arbeid te verrichten, het verlies van een lichaamsdeel van het oog of van elk ander orgaan, of van het volledig gebruik van een lichaamsdeel, van het oog of van elk ander orgaan, eene ernstige verminking of den dood zonder opzet om die te veroorzaken;

5o. Verkrachting, feitelijke aanranding der eerbaarheid en inbreuk op de goede zeden, strafbaar in beide landen en voorzien bij de artt. 243—247 en 250 van het Nederlandsche Wetboek van Strafrecht en bij de artt. 331—334 van den Franschen Code Pénal;

6o. Dubbel huwelijk;

7o. Oplichting of wegvoering, verberging, wegmaking of onderschuiving van een kind;

8o. Oplichting of wegvoering van minderjarigen;

9o. Het namaken of vervalschen van muntspeciën, munt- of bankpapier, met het oogmerk om die muntspeciën dat munt- of bankpapier als echt en onvervalscht uit te geven of te doen uitgeven, of het opzettelijk in omloop brengen van valsche of vervalschte muntspeciën, munt- of bankpapier;

10o. Het namaken of vervalschen van van Rijkswege uitgegeven zegels en Rijksmerken of van meesterteekenen door de wet gevorderd, voorzoover de wetten der beide landen uitlevering op dien grond toelaten;

11o. Valschheid in geschriften en het met opzet gebruik maken van het valsche of vervalschte geschrift, wanneer de wetten der beide landen uitlevering op dien grond toestaan; het in voorraad hebben of invoeren uit het buitenland van biljetten eener krachtens wettige verordeningen opgerichte circulatiebank, met het oogmerk om die als echt en onvervalscht uit te geven, ingeval de dader, ten tijde dat hij die stukken ontving, met de valschheid of vervalsching bekend was;

12o. Meineed,

13o. Omkooping van openbare ambtenaren in de gevallen, voorzien bij art. 179 van den Franschen Code Pénal en de artt. 178, 363 en 364 van het Nederlandsch Wetboek van Strafrecht;

14o. Knevelarij en verduistering, gepleegd door openbare ambtenaren of andere personen, belast met een voortdurende of tijdelijke openbare bediening;

15o. Brandstichting of opzettelijke vernieling van een gebouw, voorzien bij de artt. 434, 435, 437 van den Franschen Code Pénal en de artt. 157, 170, 328 en 352 van het Nederlandsch Wetboek van Strafrecht;

16o. Plundering, het aanbrengen van schade aan specerijen of koopwaren, goederen of roerende eigendommen, gepleegd in het openbaar met vereende krachten;

17o. Vernieling, het doen zinken, doen stranden en doen verloren gaan van een schip, met een schuldig oogmerk en indien er een gevaar voor anderen uit kan voortkomen;

18o. Muiterij en verzet van passagiers aan boord van een schip tegen den schipper en van mindere schepelingen jegens hunne meerderen in rang;

19o. Het opzettelijk doen ontstaan van gevaar voor een spoortrein;

20o. Diefstal;

21o. Oplichting;
22o. Misbruik van een handteekening in blanco;
23o. Verduistering;
24o. Bedriegelijke bankbreuk.

Artikel 3.

Poging tot en medeplichtigheid aan bovengenoemde strafbare feiten zullen eveneens grond opleveren tot uitlevering, wanneer die poging en medeplichtigheid strafbaar zijn volgens de wetgeving van beide landen.

Artikel 3.

De uitlevering zal niet worden toegestaan zoolang de vreemdeling in het land waarheen hij gevlucht is, vervolgd wordt ter zake van het strafbaar feit, waarvoor uitlevering is aangevraagd of wel indien hij, ter zake van dat strafbaar feit, onherroepelijk is veroordeeld, vrijgesproken of van rechtsvervolging ontslagen.

De uitlevering zal geen plaats hebben indien, volgens de wetten van het land, waaraan die wordt gevraagd, de strafvervolging of de straf is verjaard vóór de aanhouding van den opgeëischten persoon, of, indien die nog niet is aangehouden, vóór dat hij voor den rechter is gedaagd om gehoord te worden.

Artikel 4.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt in het land, waaraan de uitlevering is gevraagd, of daar veroordeeld is geworden voor een ander strafbaar feit, dan dat waarvoor de uitlevering wordt gevraagd, zal die uitlevering geen plaats hebben, dan nadat die vervolging zal geëindigd zijn of, in geval van veroordeeling, nadat de straf zal zijn ondergaan.

Nochtans zal deze bepaling niet beletten dat die vreemdeling tijdelijk kunne worden overgeleverd om voor den rechter van het opeischende land te verschijnen, onder voorwaarde dat hij zal teruggezonden worden zoodra de rechter van dat land uitspraak zal hebben gedaan.

Artikel 5.

De uitgeleverde persoon zal, tenzij op eigen verzoek om te recht te staan, niet vervolgd noch gevonnisd worden ter zake van een ander strafbaar feit, dan dat waarop de uitleve-

ring gegrond is, tenzij in geval van eene bizondere toestemming, gegeven, in de gevallen bij de wet voorzien, door den Staat waaraan de uitlevering is verzocht.

De uitgeleverde, die na zijne definitieve invrijheidstelling gedurende eene maand gelegenheid zal hebben gehad het grondgebied van den aanvragenden Staat te verlaten, zal, ter zake van andere feiten, dan die welke aanleiding hebben gegeven tot zijne uitlevering en voorafgaande aan die uitlevering, beschouwd worden, en wel zonder voorbehoud, onderworpen te zijn aan de wetten van dien aanvragenden Staat.

Artikel 6.

In het geval dat de uitlevering van een vreemdeling door een van beide contracteerende partijen mocht zijn toegestaan aan de ander, en een derde Regeering op haar beurt van deze laatste de uitlevering van dezelfde persoon mocht verzoeken, ter zake van een ander feit dan dat, op grond waarvan de uitlevering is toegestaan of een niet daarmede samenhangend feit, zal de Staat aan wien laatstgenoemde uitlevering wordt verzocht aan het verzoek, indien daarvoor termen zijn, geen gevolg geven dan na verkregen toestemming van den Staat, die de eerste uitlevering heeft toegestaan.

Nochtans zal dit voorbehoud niet gelden, wanneer de uitgeleverde persoon gedurende den termijn, bepaald bij art. 5, de gelegenheid heeft gehad het gebied van het land, waaraan hij is uitgeleverd, te verlaten.

Artikel 7.

Geen persoon zal worden uitgeleverd, indien het strafbaar feit, waarvoor de uitlevering wordt aangevraagd, door de partij aan wie dit wordt verzocht, beschouwd wordt als een politieke misdaad of een feit, samenhangend met zoodanige misdaad.

Artikel 8.

Elke aanvraag om uitlevering zal aan de Regeering, waaraan die wordt gedaan, gericht worden langs diplomatieken weg en zal vergezeld gaan: *hetzij* van een vonnis of arrest van veroordeeling, zelfs indien deze bij verstek zijn gewezen, en in dit geval, beteekend met inachtneming van de vormen die zijn voorgeschreven bij de wet van het opeischende land, hetzij van een strafrechterlijk stuk van een bevoegden rechter, waarbij rechtsingang tegen den gedaagde uitdrukkelijk

wordt verleend of die waaruit rechtsingang van rechtswege voortvloeit, *hetzij* van een bevel tot gevangenneming of elke andere akte die dezelfde kracht heeft en die is afgegeven door den rechter, mits laatstgenoemde akten nauwkeurig de aanduiding van het feit inhouden, waarvoor zij zijn uitgereikt en, zooveel mogelijk, de dagteekening van dat feit.

De bovenbedoelde stukken moeten worden vertoond in originali of in authentiek afschrift.

De opeischende Regeering zal tegelijkertijd afschrift vertoonen van de teksten der wetten, welke op het ten laste gelegde feit toepasselijk zijn, en voor zooveel mogelijk, het signalement van de opgeëischte persoon.

Artikel 9.

Wanneer er termen bestaan voor uitlevering, zullen alle voorwerpen, welke in beslag zijn genomen en die kunnen dienen om van het strafbaar feit te doen blijken, als ook de voorwerpen afkomstig van dat strafbaar feit, worden overgegeven, en zulks ter beoordeeling van de bevoegde overheid, aan den opeischenden Staat, hetzij dat de uitlevering kunne worden bewerkstelligd, ingeval de opgeëischte persoon is aangehouden, hetzij dat er geen gevolg aan kunne worden gegeven, ingeval bedoelde persoon opnieuw gevlucht of gestorven is.

Een en ander nochtans behoudens de rechten welke derden, die niet in de vervolging zijn betrokken, op gezegde voorwerpen mochten hebben kunnen verkrijgen.

Artikel 10.

In afwachting van de aanvrage om uitlevering zal de voorloopige aanhouding van de voortvluchtige kunnen worden gedaan, hetzij langs diplomatieken weg, hetzij van den kant van Nederland door iederen officier van justitie of door iederen rechter van instructie (rechter-commissaris) en van den kant van Frankrijk door elken procureur der Republiek of iederen rechter van instructie.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en regelen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat waaraan de uitlevering gevraagd wordt.

Artikel 11.

De vreemdeling, die krachtens de bepalingen van het voorgaand artikel voorloopig is aangehouden, zal, ten ware hij

uit anderen hoofde behoort in hechtenis te blijven, in vrijheid worden gesteld, indien niet, binnen de 20 dagen volgende op dien van de voorloopige aanhouding, de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg geschied is, onder overlegging der bescheiden bij het tegenwoordig verdrag voorgeschreven.

Artikel 12.

Wanneer bij vervolging ter zake van een gemeen misdrijf een der Regeeringen het hooren van getuigen, die zich in den anderen staat bevinden, of elke andere daad van gerechtelijke instructie noodig oordeelt, zal daartoe een rogatoire commissie langs diplomatieken weg gezonden worden en zal daaraan gevolg geven worden, met inachtneming van de wetten van het land waar het hooren van getuigen of de daad van gerechtelijke instructie moet plaats hebben. Wanneer het een zaak is van dringenden aard, zal de rogatoire commissie rechtstreeks door de rechterlijke overheid van het eene land tot die van het andere kunnen worden gericht, in het geval echter dat het stuk afkomstig is van eene Nederlandsche gerechtelijke overheid zal het vergezeld moeten zijn van een fransche vertaling in dubbel.

Artikel 13.

Indien in eene strafzaak de persoonlijke verschijning van een getuige noodig is, zal de Regeering van het land, waar de getuige woont, deze verzoeken gevolg te geven aan de tot hem te richten uitnoodiging. Ingeval de getuige daaraan voldoet, zullen hem reis- en verblijfkosten, berekend van af zijn woonplaats, worden toegekend volgens de tarieven en reglementen van kracht in het land, waar het verhoor zal moeten plaats hebben, behoudens het geval dat de aanvragende Regeering het noodig zal achten hoogere schadeloosstelling aan den getuige toe te kennen.

Een getuige van welke nationaliteit ook, die, in een van beide Staten opgeroepen, vrijwillig voor den rechter van den anderen Staat verschijnt, zal aldaar niet kunnen worden vervolgd of aangehouden voor eene vroegere beschuldiging of veroordeeling zelfs niet onder voorwendsel van medeplichtigheid aan de feiten die het onderwerp uitmaken van het geding, waarin hij als getuige optreedt.

Wanneer in een strafzaak, een gemeen misdrijf betreffende, ingesteld in een van beide landen, de vertooning van gerechtelijke of andere stukken zal nuttig geoordeeld worden, zal de aanvraag daarvan langs diplomatieken weg geschieden en zal daaraan gevolg gegeven worden, tenzij bijzondere over-